

A R R E T E
n°2005-153-49 daté du **02 juin 2005**
portant modification à
l'arrêté préfectoral n°**2005-112-3** daté du **22 avril 2005**
relatif aux prescriptions complémentaires à la
société **WARTSILA France S.a.s.**
s'agissant de la poursuite de l'exploitation d'une partie
des activités industrielles initiales
exploitées sur le site 1 rue de la Fonderie à **Mulhouse**.

Le préfet du département du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre I^{er} du livre V,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et notamment son article 18,
- VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,
- VU** l'arrêté ministériel du 11 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines à combustion, ainsi que des chaudières de post combustion soumis à autorisation sous la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées et notamment ses articles 1, 14 et 21,
- VU** l'arrêté préfectoral n°65660 du 20 février 1981, autorisant la société SACM à exploiter une chaufferie sur le site industriel du 1 rue de la Fonderie à Mulhouse (5 appareils de combustion pour une puissance totale de 70 MW), et la lettre préfectorale du 12 juin 1998 prenant acte des remplacements de générateurs effectués au sein de la chaufferie, de la diminution de la puissance des chaudières et du fait que la chaufferie ne représente plus qu'une puissance de 24 MW),
- VU** le courrier préfectoral du 23 novembre 2000, prenant acte du changement d'exploitant de la chaufferie, au profit de la société IDEX ENERGIE EST,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2335 du 16 août 2000, autorisant la société WÄRTSILA France sas à poursuivre ses activités industrielles sur le site du 1 rue de la Fonderie à Mulhouse (codificatif et prescriptions complémentaires),
- VU** la lettre préfectorale du 31 octobre 2000 faisant le point sur les activités de traitement de surfaces (volumes de bains classés sous la rubrique « immersion » : 5,5 m³ pour un volume de bain de traitement de 3,6 m³),
- VU** la lettre préfectorale du 18 mai 2004, s'agissant de :

- ✓ transfert de certaines activités « requalification de moteurs » du bâtiment 46 vers les bâtiments 40 et 41,
 - ✓ modification de la machine à laver les vilebrequins du bâtiment 37 (pour l'essentiel ne plus utiliser de solvants),
 - ✓ modification de la station d'ultrafiltration du bâtiment 30 (amélioration de la qualité du traitement des effluents),
- VU** lettre préfectorale du 18 mai 2004, prenant acte de la mise à l'arrêt des activités de :
- ✓ fonderie (bâtiments 39, 39A, 39B et 39D),
 - ✓ peinture (bâtiment 45),
 - ✓ installations de combustion de la centrale électrique (bâtiment 30),
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-259-7 du 15 septembre 2004 (prescriptions complémentaires s'agissant des conclusions de l'Evaluation Simplifiée des Risques [ESR], à savoir :
- ✓ réaliser et remettre une Etude Détaillée des Risques [EDR],
 - ✓ établir une surveillance de la qualité des eaux souterraines),
- VU** la demande de la société WÄRTSILA France du 4 février 2005 (dépôt en préfecture le 9 février 2005) sollicitant une autorisation pour la poursuite de certaines activités classées exploitées sur le site (les autres activités initialement autorisées par l'arrêté préfectoral du 16 août 2000 susvisé étant soit mise à l'arrêt, soit reprises par la société MEA (Mitsubishi Equipment Alsace), et le dossier annexé,
- VU** les documents rectificatifs et complémentaires de la société WÄRTSILA France du 4 février 2005 (déposés en préfecture le 4 mars 2005), s'agissant notamment des informations complémentaires s'agissant des rubriques de classement à la nomenclature des installations classées (matériels au PCB en exploitation), des eaux industrielles de la société, des appareils au PCB encore présents sur le site, du nouveau calcul des émissions annuelles (flux) à l'atmosphère de polluants (particulièrement les essais moteurs), du volet sanitaire, des mesures de protection à mettre en œuvre vis à vis des tiers, ...et des plans complétés et corrigés
- VU** la déclaration de la société WÄRTSILA France du 17 février 2005, s'agissant du changement d'exploitant de la chaufferie, présente sur le site industriel (initialement exploitée par la société IDEX : 2 chaudières gaz/fuel lourd de 11 et 14 MW) et des modifications intervenues au sein de cette chaufferie (diminution de la puissance des chaudières en activité , à savoir :
- ✓ chaudière en exploitation : 11MW gaz/fuel lourd,
 - ✓ chaudière secours : 14MW gaz/fuel lourd),
- VU** la déclaration de cessation partielle d'activité du 3 juin 2002 complétée le 3 avril 2005, concernant le secteur de stockage des hydrocarbures et des fûts en berge gauche de l'III, et le procès verbal de récolement du 5 avril 2005,
- VU** le rapport de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées du 7 mars 2005,
- VU** l'avis émis par les membres du Conseil départemental d'hygiène lors de la séance du 7 avril 2005,
- CONSIDERANT** que s'agissant des activités encore exploitées sur le site du 1 rue de la Fonderie par la société WÄRTSILA France sas, après découpage et reprise de certaines activités industrielles par une entreprises tiers, il y a lieu de lister précisément les activités encore exploitées par la société WÄRTSILA France, et de redéfinir les prescriptions techniques qui lui sont applicables, tant en matière d'impact que de risques, compte tenu de :
- ✓ la poursuite d'activité de certaines installations initialement autorisées par l'arrêté préfectoral du 16 août 2000,
 - ✓ la reprise de certaines installations, par un autre industriel, sur le même site industriel,
- CONSIDERANT** que les activités reprises par une entreprise tiers continuent à être exploitées sur le site industriel occupé par la société WÄRTSILA France,

CONSIDERANT l'utilisation commune de divers réseaux (électricité, gaz, eau, chauffage, réseau d'évacuation des eaux vannes et industrielles, réseau d'évacuation des eaux pluviales de ruissellement toitures et voiries, circuit de refroidissement associé aux activités d'essais moteurs, etc....) et services (voirie, poste de garde, surveillance, installation de traitement interne des effluents liquides, etc....),

CONSIDERANT qu'il y a lieu de faire état des conventions établies entre la société WÄRTSILA France et la société MEA Mitsubishi Equipment Alsace, en date du 25 février 2005 quant à l'utilisation commune des divers réseaux et services dont il est fait état précédemment,

CONSIDERANT les prescriptions en terme de rejet total au réseau d'assainissement communal qui concernent le mélange des rejets de la société WÄRTSILA France et de ceux de la société MHI Equipment Alsace S.a.s., dans le réseau d'assainissement interne du site industriel qui est raccordé au réseau d'assainissement communal,

CONSIDERANT que compte tenu de la situation géographique des installations de l'exploitant, en plein milieu urbain, et des rejets des installations, il y a lieu d'imposer la réalisation d'une étude d'impact des installations du site industriel (rejets WÄRTSILA France cumulés aux autres rejets des installations présentes sur le site industriel du 1 rue de la Fonderie à Mulhouse), sur la santé des populations avoisinantes,

CONSIDERANT que même si les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 août 1999 relatif à la réduction des émissions polluantes des moteurs et turbines, susvisé, ne s'appliquent pas d'office aux activités d'essais de moteurs (art.1), en matière notamment de valeurs limites d'émissions de polluants à l'atmosphère, il y a lieu d'utiliser ce document comme document technique de référence pour établir des prescriptions en termes de valeurs limites d'émissions (concentration) ; les valeurs limites de flux étant quant à elles proposées par l'exploitant dans le dossier de demande d'autorisation du 4 février 2005 susvisé,

CONSIDERANT les constats du diagnostic initial et de l'Evaluation Simplifiée des Risques (en matière de pollution des sols et des eaux souterraines) - Rapport BURGEAP. Rst 412/A.8047/C.801419 du 10 juin 2002, et notamment la mise en évidence de certaines pollutions de sol au droit de certains secteurs du site (hydrocarbures totaux [sondage S2], solvants chlorés [sondage S9], BTEX et HAP à l'état de traces, remblais à scories contaminés par des métaux), et d'une pollution des eaux souterraines au droit de certains puits de contrôle de la qualité des eaux souterraines, mis en place sur le site, et notamment pollution par des hydrocarbures totaux et solvants chlorés sur le puits Pz4, et solvants chlorés sur le Pz5,

CONSIDERANT que le rapport d'ESR dont il est fait état précédemment, conclut au classement du site de la société WÄRTSILA France Sas en **classe "1"** selon la méthodologie "sites/ sols pollués" du Ministère de l'environnement pour les sources de pollution "solvants chlorés" et "hydrocarbures totaux" sur le milieu eaux souterraines « usage AEP », « usage futur AEP », ainsi qu'en **classe "2"** pour :

- ✓ les sources de pollution "solvants chlorés" et "hydrocarbures totaux" sur le milieu eaux souterraines « usage non AEP » et sur le milieu « sols »,
- ✓ la source "remblais à scories contenant des métaux lourds" sur le milieu eaux souterraines « usage AEP », « usage non AEP », et sur le milieu « sols »,

et qu'au vu de la classification du site, il y a donc lieu d'imposer à l'exploitant du site des prescriptions en vue de réaliser une Etude Détaillée des Risques (caractérisation de la pollution [étendue géographique, degré de pollution, ...], traitement), la surveillance de la qualité des eaux souterraines,

CONSIDERANT par ailleurs, les résultats de la surveillance de la qualité des eaux souterraines : rapport BURGEAP. Rst 517a /A.10228/ C.802590 du 31.12.2002, mettant en évidence :

- ✓ une pollution des eaux souterraines par des hydrocarbures totaux sur les puits de contrôle Pz1, Pz2, Pz3, Pz4, Pz5 et Pz fonderie, à des teneurs supérieures à la VCI us,
- ✓ une pollution des eaux souterraines par des BTEX sur les puits de contrôle Pz3 et Pz4 à la teneur de la VCI us,
- ✓ une pollution des eaux souterraines par des solvants chlorés, sur les puits de contrôle Pz2, Pz3, Pz4, Pz5 et Pz fonderie, à des teneurs supérieures à la VCI us,

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation prévues dans le dossier de demande de poursuite d'activité et notamment :

- ✓ limitation des temps d'essais de moteurs, rehausse des conduits de rejets, contrôle des rejets, traitement interne des effluents industriels et contrôles,
- ✓ traitement des eaux pluviales de ruissellement et contrôle, gestion des déchets, respect de valeurs limites de bruit pour garantir le respect des émergences dans les Zones à Emergence Réglementée,
- ✓ installation de détection incendie dans le bâtiment d'essais de moteurs (bât.38),
- ✓ l'amélioration des dispositions constructives entre le bâtiment 38 (bancs d'essais moteurs) et le bâtiment 38A non exploité par la société WARTSILA France,
- ✓ le maintien d'une équipe de seconde intervention incendie,
- ✓ dispositions pour limiter les conséquences d'un incendie au niveau du stockage des cuves de liquides inflammables,
- ✓ la désaffectation du bâtiment 39....sont de nature à limiter les inconvénients et dangers,

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant, notamment: la limitation du nombre d'heures d'essais moteurs, les hauteurs minimales de rejets, les limites de flux annuels des rejets à l'atmosphère et les contrôles, la réalisation d'une étude d'impact sur la santé des populations riveraines, le traitement interne des eaux industrielles, la surveillance des rejets, la récupération et le traitement des eaux pluviales, les valeurs limites de bruit, la réalisation d'une EDR et la surveillance de la qualité des eaux souterraines, les dispositions et la gestion des déchets, le respect de distances d'isolement pour les installations de combustion et pour les stockages de liquides inflammables, l'amélioration des mesures d'isolement entre le bâtiment 38 (banc d'essais) et les bâtiments riverains non exploités par la société WARTSILA France, les mesures de détection gaz, incendie, au niveau des locaux présentant le plus de risques, l'étude technico-économique visant à la mise en place d'une installation d'extinction automatique au niveau du bâtiment 38 d'essais moteurs, l'amélioration du dispositif d'adduction d'eau incendie pour faire face à un sinistre, la mise en place de bouches de prise d'eau sur l'III au droit du site, la mise en place d'un mur coupe feu dans le bâtiment 40/41 afin de limiter la plus grande surface non recoupée, à 15 000 m², sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations,

APRES communication , du présent arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires, à la société WARTSILA France S.a.s. à Mulhouse,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral n°**2005-112-3** daté du **22 avril 2005** portant, prescriptions complémentaires à la société **WARTSILA France S.a.s. à Mulhouse**, s'agissant de la poursuite de l'exploitation d'une partie des activités industrielles initiales, exploitées sur le site 1 rue de la Fonderie à Mulhouse est ainsi modifié :

Article 16.2. - SECURITE INCENDIE - Moyens de lutte contre l'incendie

▪ **au lieu de :**

***Dans un délai de 3 mois**, les prises d'eau au droit de l'III devront être améliorée de telle sorte qu'il puisse être pompé au droit de ces ouvrages, un débit minimal de 240 m³/h. Ces dispositifs seront régulièrement contrôlés. Les dates de contrôles seront portées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.*

Les moyens d'intervention sur le site se composent de :

.../...

- ✓ *extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux, à l'extérieur des locaux et sur les aires présentant un risque spécifique, bien visibles, facilement accessibles. Les d'agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Les extincteurs sont*

notamment présents à proximité des chaudières : 2 extincteurs de classe 55B au moins par appareil de combustion avec un minimum exigible de quatre lorsque la puissance de l'installation est inférieure à 10 MW et de six dans le cas contraire. Ces moyens peuvent être réduits de moitié en cas d'utilisation d'un combustible gazeux seulement. Ils sont accompagnés d'une mention "**Ne pas utiliser sur flamme gaz**",

- ✓ des moteurs à l'essai,
 - ✓ des stockages de bois,
 - ✓ stockages de liquides inflammables : 2 extincteur de classe 55B,
- etc...

▪ **lire :**

Dans un délai de 3 mois, les prises d'eau au droit de l'III devront être améliorée de telle sorte qu'il puisse être pompé au droit de ces ouvrages, un débit minimal de 240 m³/h. Ces dispositifs seront régulièrement contrôlés. Les dates de contrôles seront portées dans un registre spécial tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les moyens d'intervention sur le site se composent de :

.../...

- ✓ extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux, à l'extérieur des locaux et sur les aires présentant un risque spécifique, bien visibles, facilement accessibles. Les d'agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Les extincteurs sont notamment présents à proximité des chaudières : 2 extincteurs de classe 55B au moins par appareil de combustion avec un minimum exigible de quatre lorsque la puissance de l'installation est inférieure à 10 MW et de six dans le cas contraire. Ces moyens peuvent être réduits de moitié en cas d'utilisation d'un combustible gazeux seulement. Ils sont accompagnés d'une mention "**Ne pas utiliser sur flamme gaz**",

- des moteurs à l'essai,
- des stockages de bois,
- stockages de liquides inflammables : 2 extincteur de classe 55B,

etc...

Article 18.2. prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°1180 (anciennement 355 – matériels imprégnés de PCB - PCT).

▪ **au point n°11 au lieu de :**

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

*L'exploitant s'assurera également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB - PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manœuvre, flexible en mauvais état, etc.). Les déchets souillés de PCB ou PCT éventuellement engendrés par ces opérations seront éliminés dans les conditions fixées au point **9***

▪ **lire :**

Une signalisation adéquate sera mise en place pendant la durée des opérations.

L'exploitant s'assurera également que le matériel utilisé pour ces travaux est adapté (compatibilité avec les PCB – PCT) et n'est pas susceptible de provoquer un accident (camion non protégé électriquement, choc pendant une manœuvre, flexible en mauvais état, etc.). Les déchets souillés de PCB ou PCT éventuellement engendrés par ces opérations seront éliminés dans les conditions fixées au point **10**

Article 18.7.1 installations et équipements

▪ **au lieu de :**

- ✓ Les capacités de rétention associées aux installations de traitement sont dimensionnées conformément à l'article **9.2 b.** du présent arrêté. Elles seront munies d'un déclencheur d'alarme en points

▪ **lire :**

- ✓ Les capacités de rétention associées aux installations de traitement sont dimensionnées conformément à l'article **9.2** du présent arrêté. Elles seront munies d'un déclencheur d'alarme en points

Article 18.7.2 Stockages extérieurs annexes

▪ **au lieu de**

- ✓ *Les capacités de rétention associées aux aires de stockage, transvasement et manipulation d'effluents à traiter sur l'installation de traitement sont dimensionnées conformément aux prescriptions de l'article **9.2.b** du présent arrêté. Elles seront munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Tout dispositif de vidange de ces cuvettes par simple gravité est interdit.*

▪ **lire :**

- ✓ Les capacités de rétention associées aux aires de stockage, transvasement et manipulation d'effluents à traiter sur l'installation de traitement sont dimensionnées conformément aux prescriptions de l'article **9.2** du présent arrêté. Elles seront munies d'un déclencheur d'alarme en point bas. Tout dispositif de vidange de ces cuvettes par simple gravité est interdit.

Le reste sans changement

Article 2 - Exécution - Ampliation

Le secrétaire général de la préfecture du département du Haut-Rhin, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (D.R.I.R.E.) chargé de l'Inspection des installations classées, le Sénateur maire de la ville de Mulhouse, sous-couvert de Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Mulhouse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée à l'exploitant de la société WARTSILA France S.a.s. à Mulhouse.

Fait à Colmar, le 02 juin 2005
Le préfet
pour le préfet
et par délégation de signature
le secrétaire général

Signé

Délais et voie de recours (article L 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal administratif de Strasbourg. Le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers ou les communes intéressées à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.